La République du Centre, 25 mars 2021

POLITIQUE ■ **Soutien de tous les parlementaires du Loiret aux agriculteurs**

Le ministre prié de revoir sa copie PAC

Demain, le ministre de l'Agriculture présentera au niveau européen ce que la France souhaite dans la réforme de la Politique agricole commune (PAC).

Ces propositions vont de nouveau diminuer les primes PAC pour les fermes du Centre-Val de Loire, région déjà la moins bien dotée de France, dénonce la FNSEA.

L'« eco-scheme » (dispositif visant à accélérer la conversion en bio) ferait perdre de l'ordre de 80 euros de prime à l'hectare, quelle que soit la culture, selon Patrick Langlois, président de la FNSEA du Loiret. Trois agriculteurs sur quatre ne pourraient pas y accéder.

Car, pour ne pas perdre, il faudrait qu'ils convertissent toutes leurs productions en bio et laissent en jachère 10 % de leurs parcelles. Les éleveurs de vaches laitières seraient eux aussi perdants.

Cette baisse de revenus, s'ajouterait à celles qu'ont connues les agriculteurs du Loiret lors des deux précédentes réformes de la Politique agricole commune. « Les exploitants ne peuvent plus le supporter », constate Patrick Langlois, affirmant que le Loiret voit déjà disparaître de nombreuses fermes. « Il y a deux agriculteurs de moins par semaine dans le Loiret », affirme le président de la FNSEA.

Les parlementaires du Loiret (trois sénateurs et six députés) estiment la situation suffisamment grave que, malgré leurs divergences politiques (trois appartiennent à la majorité présidentielle), ils ont écrit un courrier commun au ministre de l'Agriculture, Julien Denormandie, pour lui demander audience « en urgence ». ■

Philippe Abline

Phoca PDF